



Déclaration des syndicats CGT, CFDT et SNJ de FTV à l'ouverture de la négociation de l'accord de méthode sur le projet Tempo

Les syndicats CGT, CFDT et SNJ, ici présents ne peuvent accepter un calendrier de conduite de discussion et de consultation à propos d'un projet inconnu à cette heure.

Il n'est pas acceptable d'entrer dans un processus de négociations alors que la présidente affirme que la suppression des éditions nationales de France 3 est non négociable. Cela reviendrait à accepter cette suppression, sans connaître le projet et ses impacts sur l'emploi, les organisations du travail, l'éditorial.

En quoi la suppression des éditions nationales de France 3 serait-elle un prérequis à la refonte de l'information sur cette chaîne ? Les premiers échanges dans les instances avec l'équipe projet Tempo montrent pourtant que les choses ne sont pas simples et surtout que l'intérêt stratégique du projet n'est pas clair. Dans le document remis aux élus du CSEC, il est fait état d'une étude IFOP selon laquelle les téléspectateurs apprécient en premier les informations régionales de France 3, puis celles de TF1, et les éditions nationales de France 3 avant celles de France 2. Où est donc la logique stratégique et économique ?

Les organisations syndicales signataires de ce texte ajoutent, comme lors du dernier mouvement de grève au siège, qu'en l'état actuel des informations dont nous disposons, il est impossible de s'engager en aveugle sur la validation d'un accord de méthode qui consiste simplement à recueillir les signatures des Organisations Syndicales Représentatives s'engageant à accompagner ainsi un projet sans information sur ses conséquences humaines et éditoriales. A minima donc des échanges sont possibles mais en l'absence du document d'information-consultation cela nous apparaît comme contraire à un débat serein et loyal

Selon notre analyse, et en l'état de notre connaissance du projet, nous estimons que Tempo est d'abord un projet purement économique, et non éditorial, porteur de risques significatifs sur la santé des salariés, visant à terme à réduire les moyens et la masse salariale et de redéployer des moyens vers le numérique et vers FranceInfo, avec pour effet de rayer de la carte l'info nationale de France 3, et les organisations syndicales CGT, CFDT et SNJ ne s'y résoudront pas.

Paris, le 5 janvier 2023